



Déclaration préalable CGT au CSEE DTSI N°35

25/06/2025

Actualité internationale :

Ce qui se passe à Gaza n'est pas un « conflit », ni une « riposte », ni une « bavure humanitaire » : c'est un crime contre l'humanité. Parce qu'il y a deux poids, deux mesures, deux humanités traitées de manière inégale, le monde entier assiste à un massacre silencieux de la population palestinienne. Une guerre d'anéantissement menée par un pays martyr, dit démocratique contre un peuple enfermé, privé de liberté, affamé, bombardé, déshumanisé et humilié depuis plus de 70 ans !

Pendant ce temps, le silence des grandes puissances est assourdissant et l'immobilisme complice de la communauté internationale rappellent les heures plus sombres de l'histoire.

Depuis des mois, des centaines de milliers de personnes innocentes, pas le Hamas bien sûr, sont privées d'eau, d'électricité, de soins, de nourriture. Chaque jour, des enfants meurent sous les bombes ou de malnutrition, pas le Hamas c'est sûr. Des hôpitaux sont visés, des écoles détruites, des journalistes tués, des ambulances ciblées. Le droit international est piétiné. Les résolutions de l'ONU sont ignorées. Et pourtant, rien ne bouge.

Pire encore, pendant que des familles entières, femmes et enfants innocents sont massacrés sous nos yeux, le projet colonial annoncé par le gouvernant d'extrême droite israélienne, que plus personne ne peut nier, se poursuit en Cisjordanie et à Jérusalem-Est. Protégés par l'armée, les colons armés mènent une politique de dépossession et de nettoyage ethnique. Ce qui se joue, ce n'est pas seulement une crise humanitaire, c'est une guerre coloniale fondée sur l'impunité et l'apartheid.

Face à l'horreur, les silences complices s'accumulent. Quelques voix s'élèvent, trop tard, trop timidement, pour sauver les apparences et se donner bonne conscience le jour où il faudra rendre des comptes.

Ce que nous voyons, ce sont des milliers de civils innocents massacrés, femmes, enfants, familles, dans une guerre qu'ils n'ont pas choisie. Ils ne sont ni des boucliers humains, ni des cibles : ce sont des vies humaines innocentes sacrifiées dans l'indifférence la plus totale.

Cela ne sert plus à rien de condamner avec gravité dans des déclarations diplomatiques creuses. Il y a urgence vitale à faire cesser ces crimes, immédiatement.

Se taire, c'est cautionner. Justifier, c'est couvrir l'injustifiable.

Même si la région tend plutôt à s'embraser, nous exigeons l'arrêt immédiat des bombardements, la protection des civils et le respect du droit international.

La CGT, elle, ne peut accepter un tel effondrement moral et politique face au drame palestinien. Car rien ne justifie une telle impunité quand on viole systématiquement les droits humains comme c'est le cas du peuple Palestiniens ! Gaza ne doit pas être oubliée : La voix de son peuple doit résonner partout dans le monde. Il est temps d'agir, de s'unir et de faire entendre notre indignation. Se taire ou être dans l'indifférence, c'est être complice du massacre d'un peuple qui ne réclame que liberté et dignité – le peuple palestinien.

La CGT choisira toujours le camp de la vie, de la dignité, de la paix, de l'égalité des droits, et de la liberté des peuples, le camp de la solidarité internationale, sans distinction d'origine, de religion ou de nationalité. Parce qu'il n'y a pas de paix possible sans justice.

Il n'y a pas d'humanité possible sans mémoire ni sans courage, à l'image des salariés dockers et de l'aéroport de Roissy, qui refusent d'être complices des massacres et du génocide en s'opposant aux livraisons d'armes à destination d'Israël.

Nous dénonçons :

- Le deux poids deux mesures des gouvernements occidentaux, qui couvrent ou minimisent les crimes commis contre Gaza.

- L'instrumentalisation cynique de la lutte contre l'antisémitisme, pour faire taire les soutiens à la cause palestinienne, alors que notre combat contre toutes les formes de racisme reste total.
- Le rôle des multinationales, des banques et des États qui continuent de commercer, d'armer, de soutenir politiquement ou économiquement un régime qui viole systématiquement les droits humains. Dans ce cadre, nous devons nous assurer que les entreprises françaises ne se fassent pas complice d'une manière ou d'une autre de ce génocide.

Nous exigeons :

1. Un cessez-le-feu immédiat et permanent, sous contrôle international.
2. La levée du blocus de Gaza, qui asphyxie la population depuis trop longtemps.
3. La fin de l'occupation et de la colonisation, conformément au droit international.
4. La reconnaissance pleine et entière des droits du peuple palestinien, y compris le droit à un État souverain et viable.

Que rajouter de plus face à la mascarade virant au massacre en Iran ? Les pays développés ont vendu ce qu'ils détruisent aujourd'hui, ils pilonnent sous pression du gouvernement Israélien profitant de la confusion en Palestine. Ils sont complices de l'embrasement du proche Orient, cela nous rappelle une certaine guerre en Irak où les USA étaient partie en croisade pour détruire des armes de destruction massive, qui comme David Vincent n'ont jamais croiser leur chemin. Le temps des croisades et des enrichissements guerriers suffit, certes l'Iran n'est pas un pays vertueux et démocratique mais nous nous interrogeons sur la manipulation qui s'orchestre et qui vise à construire, détruire, reconstruire et surtout s'enrichir.

Focus sur notre actualité hexagonale :

Conclave des retraites... Cela sera Bref... Pas de fumée blanche à Matignon.

Passons à l'actualité d'Orange :

La CGT tient à dénoncer fermement toutes les atteintes et formes de répression aux libertés syndicales qui s'exercent quotidiennement à l'encontre des salariés.

La CGT apporte tout son soutien aux victimes de répression.

Nous constatons avec inquiétude une escalade des mesures répressives visant à entraver les actions légitimes de défense des droits des travailleurs.

Ces attaques se doublent d'une multitude de procédures disciplinaires le plus souvent pour des motifs tendancieux, avec des niveaux de sanctions disproportionnés par rapport aux faits reprochés et se traduisent par une augmentation conséquente du nombre de licenciements dont un grand nombre pour inaptitude.

Quand, des idées réactionnaires et nauséabondes irriguent jusqu'à la sphère gouvernementale, il ne faut pas s'étonner qu'elles trouvent une application directe dans nos entreprises autorisant des dérives à l'encontre des militants syndicaux et des salariés exprimant leurs revendications. Ainsi, les directions musellent les organisations syndicales, punissent et licencient les salariés qui contestent les restructurations, les suppressions d'emplois et revendiquent de travailler dans de meilleures conditions, d'être mieux payés et de partir en retraite en bonne santé.

Nous exigeons qu'Orange prenne en compte ces préoccupations majeures et s'engage à respecter le droit syndical et la liberté d'expression des travailleurs, conformément aux valeurs démocratiques et sociales que nous défendons.

Il y a urgence de garantir le respect de l'humain, la liberté de revendiquer et de mener l'activité syndicale sur le lieu de travail, sans craindre de subir des représailles ou une surveillance abusive des faits et gestes.

La CGT milite pour un climat de travail serein, respectueux des droits des représentants syndicaux et des salariés. Les enjeux de démocratie et de citoyenneté dans l'entreprise restent parmi les plus grandes préoccupations des salariés et de la CGT. Nous réitérons qu'aucune répression ne nous empêchera de continuer à œuvrer pour des droits d'intervention et de représentation permettant à tous les salarié.es d'exprimer librement leurs revendications individuelles et collectives sur leurs lieux de travail. Nous resterons mobilisés pour faire valoir ces droits fondamentaux et utiliserons tous les moyens à notre disposition pour les faire respecter et faire cesser l'arbitraire.

La CGT dénonce à nouveau une pratique malheureusement récurrente dans notre entreprise : le lancement de nouveaux projets, parfois d'ampleur, sans qu'aucun véritable bilan des projets précédents ne soit présenté aux représentants du personnel. À chaque réunion, de nouveaux projets sont mises sur la table : transformations organisationnelles, réorganisations de services, expérimentations, déploiement d'outils numériques et de l'IA, projets d'innovation, etc. À chaque réunion, la CGT lance des alertes confirmées par de nombreuses autres sources (expertises, rapports de la médecine du travail, Mais à chaque fois, nos alertes, nos demandes et nos questions restent sans réponses adaptées :

Quelles leçons avons-nous tirées des projets précédents ?

Quel a été leur réel impact sur les conditions de travail, la qualité de service, les qualifications, la charge de travail et l'emploi ?

Les bilans, quand ils existent, se réduisent trop souvent à des présentations purement technocratiques, où l'on empile des indicateurs choisis sans débat, sans retour du terrain, sans évaluation sociale digne de ce nom. Le vécu des salariés est invisibilisé, les salariés ne sont pas écoutés tout comme les alertes des représentants du personnel.

Or, sans un réel retour d'expérience contradictoire, nous sommes collectivement dans l'incapacité de corriger les erreurs, d'ajuster les trajectoires et de construire une politique de transformation crédible, efficace et humaine. Ce manque de bilan, sincère et transparent, traduit un mépris pour les salariés, qui vivent ces projets dans leur chair, souvent dans la souffrance et malheureusement au prix fort pour certains, la perte de sens, ou la démobilisation. Pire encore, on nous demande de nous positionner sur de nouveaux projets – parfois avec des délais contraints – alors que ceux en cours sont inachevés, ou que les effets délétères des précédents sont encore bien présents dans les équipes. Cela relève d'une logique d'empilement et de fuite en avant, totalement contraire à l'exigence de transparence, de dialogue social réel, et de responsabilité sociale de l'entreprise.

La CGT vous demande si vous avez oublié le mot négociation ?

En effet tout projet ne peut être mis en place sans négociation avec les organisations syndicales.

La CGT exige :

1. Qu'aucun nouveau projet structurant ne soit lancé sans qu'un bilan détaillé et documenté des projets précédents ait été présenté au CSEC, incluant un volet social de qualité avec des indicateurs pertinents (emploi, charge de travail, climat social, bien être et RPS,...).
2. Que ce bilan intègre systématiquement la parole des salariés, de leurs représentants, et des SST par des enquêtes internes, des remontées terrains.
3. Que les projets soient évalués sur leur efficacité réelle, et, ne se limitent pas aux seuls aspects économiques et financiers.
4. Enfin, qu'un calendrier de restitution de ces bilans soit soumis à débat dans cette instance.
5. Et bien sûr des engagements concernant l'ouverture de négociation ne se limitant pas à des thématiques décidées uniquement par la direction.

La CGT refusera toutes les évolutions, avec une logique de pilotage économique et à l'aveugle, qui nie les réalités du terrain et les impacts sociaux, qui aggravent les conditions de travail et est source de perte de sens au travail.

Nous réclamons un véritable changement de méthode, respectueux des salariés, des instances représentatives et des services de santé au travail.

Enfin quittons nous sur un peu de culture général en terminant sur une phrase de Georges Orwell :

« Si votre salaire ne suffit qu'à manger et dormir, ce n'est pas un travail ; autrefois, on appelait cela de l'esclavage »